

La Communale

La Lettre d'information de l'Association Nationale des Directeurs et des Responsables des services de l'Éducation des grandes villes de France

Siège Social : Direction de l'Action Scolaire, Hôtel de Ville, 45040 Orléans Cedex
Téléphone : 38.79.25.44 Télécopie : 38.42.07.83

n° 7

Spécial Colloque

avril 1996

Editorial

Nos collègues de la Ville de MARSEILLE, sous la conduite de Jean-Pierre GARCIA, Directeur Général de l'Éducation et de la Petite Enfance, ont su organiser un colloque qui restera marqué dans nos annales par son professionnalisme et la chaleur des rencontres qu'il a permises.

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Ville et de l'Intégration, et Maire de MARSEILLE, a clôturé notre colloque en insistant sur l'importance de l'engagement local aux côtés de l'Etat dans l'éducation, outil de réduction de la fracture sociale et facteur d'intégration de l'enfant dans son environnement d'aujourd'hui et dans la société de demain.

Nous avons conclu, pour notre part, sur la nécessité, pour éviter la rupture entre l'école et le hors l'école, d'inventer au plan local de nouvelles formes de partenariat entre les acteurs éducatifs.

Enfin, nous avons attiré l'attention de Monsieur le Ministre, dans l'hypothèse où, comme nous le pensons, les expérimentations venaient à se généraliser, sur la nécessité d'aider les communes, en particulier les plus démunies, à faire face à ces surcoûts d'éducation à travers les mécanismes de répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales, grâce à ce qui pourrait devenir une "dotation globale pour l'action éducative".

En attendant les actes de ces riches journées de réflexion et d'échanges, nous reproduisons dans ce présent numéro spécial de **La Communale**, la synthèse réalisée "à chaud" de nos travaux.

Le Président
Francis OUDOT.

Colloque de Marseille les 27, 28 et 29 mars 1996
Synthèse des travaux

Thème général : Éducation et intégration de l'enfant : Nouvelles frontières ou nouveaux partenariats

Une centaine de participants représentant 52 villes, parmi lesquelles une douzaine de sites pilotes pour l'aménagement des rythmes scolaires, ont participé **au Colloque de l'ANDEV, organisé par la Ville de MARSEILLE, les 27, 28 et 29 mars 1996.**

Les nouveaux rapports entre les partenaires éducatifs, en premier lieu l'Éducation Nationale, les communes et les parents, étaient au centre de nos débats.

L'éducation et l'intégration de l'enfant dans la société de demain ne peuvent passer par la rupture entre l'école et le hors l'école : tel est le constat qui avait déjà été fait au Congrès d'ORLÉANS en 1995, et qui a été réaffirmé au Colloque de MARSEILLE en 1996.

C'est pourquoi, nous sommes allés à la recherche, cette année, **de nouvelles formes de partenariat à inventer au plan local** entre les acteurs éducatifs pour éviter cette rupture, en s'appuyant, pour ce faire, sur les expériences d'aménagement du temps de l'enfant d'une part, et l'introduction des technologies nouvelles à l'école d'autre part.

Notre but était de déterminer les **nouvelles voies partenariales** qui pourraient amener celles des Villes qui souhaitent s'engager plus avant dans l'action éducative, **à construire l'école du 21ème siècle.**

Nous avons été ainsi amenés à identifier une démarche reposant sur quatre points forts :

- La reconnaissance des **objectifs propres** à chacun des acteurs éducatifs.
- L'affirmation d'une **ambition commune.**
- La formalisation des **engagements au plan local** et des choix politiques, financiers, d'organisations qui en résultent.
- La mise en place d'une **méthodologie** pour la mise en oeuvre de ces choix comportant des phases successives de consultation, de négociation et d'évaluation.

A/ L'INTRODUCTION DES TECHNOLOGIES NOUVELLES A L'ÉCOLE

Nos débats se sont centrés sur **les multimédias** c'est-à-dire **l'enregistrement** d'informations, de données, d'images ou de sons sous forme numérique, **grâce à un support informatique** et leur **restitution** soit individuelle à travers des postes de travail, soit **collective** à travers des réseaux.

1) Les objectifs

Les objectifs de la mise en place des multimédias à l'école sont de trois natures principales :

Tout d'abord, **l'objectif pédagogique** résulte principalement d'une demande institutionnelle de l'Éducation Nationale en tant qu'outil à la disposition des maîtres, notamment sur des disciplines "d'éveil" (langue, technologie...).

Il est également formulé par les parents d'élèves au motif que la dotation de moyens à l'école peut être un facteur de réussite scolaire pour leurs enfants.

L'objectif de modernisation de la gestion de l'école, à travers la mise en place d'une liaison interactive entre la Mairie et les écoles, émane, quant à lui, essentiellement des services municipaux, au premier rang desquels se trouvent les services de l'Éducation.

Il s'agit de mettre en place de systèmes modernes d'accès aux données et de gestion déconcentrée des moyens fournis à l'école (gestion des inscriptions, des fournitures scolaires, de la restauration, des activités périscolaires...). Il s'agit, également, de fournir à l'école des moyens modernes de gestion pour ses propres besoins (fichiers élèves, gestion de la BCD, de la coopérative, des plannings...).

(suite page 3)

Le troisième **objectif** réside dans la **mise en place d'un système de communication** entre individus (les élèves) ou entre groupes (les classes et les écoles), et résulte principalement de la demande des utilisateurs (messagerie, Internet, journaux électroniques...). Basé sur l'échange et le relationnel, c'est l'objectif le plus ponctuel, mais peut-être aujourd'hui le plus moteur et le plus porteur de facteurs d'intégration.

2) Une ambition commune

Les différents acteurs peuvent fédérer ces objectifs autour de l'ambition visant à **rendre les écoles communicantes et interactives** par l'attribution de multimédias et par leur mise en réseau, **permettant à la fois de former les adultes** de la société de demain et **d'intégrer les écoles dans un système moderne de gestion de leurs ressources**.

3) Les engagements et les choix

Le choix politique résulte de l'**autorité locale** pour la mise en place de technologies nouvelles à l'école, se traduisant en tout premier lieu par **un choix financier** permettant de planifier l'acquisition de matériels nécessaires.

Les choix techniques sur les matériels et les réseaux doivent tenir compte autant de la nature des informations et des données à traiter que des modalités d'utilisation de matériels et de supports, ou que des modalités d'accès (directes et/ou à travers un réseau) à ces informations.

Des choix d'organisation pour les services municipaux peuvent résulter de la mise en place de ce nouveau système de communication entre les écoles et la Ville, et déboucher sur une coordination et une déconcentration de la gestion des moyens à l'école.

L'introduction des technologies nouvelles à l'école a également des conséquences sur l'organisation pédagogique et sur l'utilisation du temps et de l'espace dans l'établissement.

4) La méthodologie

La **concertation entre les utilisateurs et les décideurs** tant pour la construction du système de communication que pour le choix des équipements et des matériels est indispensable. Elle doit être **permanente, structurée et pragmatique**.

Le développement progressif de la dotation en multimédias doit associer **des actions renforcées pour la formation des utilisateurs** afin de coordonner la politique d'équipements et la qualification des personnels, en premier lieu des maîtres et des directeurs d'écoles.

C'est sur cette base que sont mis en place dans certaines villes (RENNES, MARSEILLE...) **des centres multimédias partenariaux**.

Les difficultés

Les difficultés recensées pour le développement des multimédias à l'école sont :

La pauvreté de l'offre en logiciel et en supports d'informations tant au plan de la gestion des moyens qu'au plan pédagogique.

La lourdeur du dispositif de formation nécessaire pour accompagner la dotation en équipement.

La lourdeur du coût de premier équipement (les services municipaux étant eux-mêmes quelquefois sous-équipés) aggravée par l'obsolescence rapide des matériels et des logiciels.

B/ L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE L'ENFANT

Plutôt que de parler de l'aménagement des rythmes scolaires, il nous paraît préférable de réutiliser la terminologie **d'aménagement du temps de l'enfant**, en précisant toutefois qu'elle correspond à une définition beaucoup plus large que les dispositifs institutionnels qui ont porté cette dénomination au cours des dernières années.

Il ne s'agit, en effet, pas seulement du positionnement du temps de l'école, des loisirs, des vacances et de la famille, mais plus généralement **de l'articulation des moments, des acteurs et des contenus des diverses interventions éducatives auprès de l'enfant**.

(Suite page 4)

Les objectifs recensés autour de l'aménagement du temps de l'enfant sont de quatre ordres :

Le premier objectif est de **lutter contre l'échec scolaire**, ou plus exactement de favoriser la réussite scolaire en s'appuyant sur des données d'ordre chronobiologique.

Il s'agit d'une **demande essentiellement d'ordre "pédagogique"** émanant des adultes (parents et enseignants) sur des fondements aujourd'hui encore très diversement appréciés en particulier par les parents d'élèves.

Le deuxième objectif vise à asseoir **l'intégration de l'enfant dans son environnement** social, familial et urbain par des actions mises en oeuvre **par des acteurs de proximité** (écoles, associations, structures de quartiers...).

Cet objectif est sans doute plus **institutionnel** qu'individuel, trouve son expression notamment dans la politique de la Ville, et s'inscrit **dans le moyen terme**.

Le troisième objectif réside dans **l'aménagement et la coordination des rythmes des adultes** (parents et enseignants) **avec celui des élèves-enfants**.

C'est sans doute l'objectif le moins clairement formulé mais le plus consensuel. Il a de plus une incidence sur les conditions et sur l'organisation du travail des enseignants et affleure donc le champ revendicatif.

Le dernier objectif, clairement énoncé dans le dispositif de financement par Jeunesse et Sports des sites expérimentaux, est **la création d'emplois dans les filières de l'animation** :

Il s'agit, en fait, de transformer l'essentiel des crédits accordés par l'Etat à l'A.R.V.E.J. en emplois, si possible permanents, d'animateurs (dans la logique de la création de la filière sportive territoriale). Ce qui ne manque pas de poser la question de la formation et du statut des animateurs.

L'ambition commune aux différents acteurs est **de s'inscrire dans le champ de l'éducation pour mobiliser le maximum de moyens visant à terme**, par des dispositifs coordonnés d'apprentissages et de découvertes, **la formation et la socialisation des enfants**, ce qui est à la fois **facteurs de prévention et d'intégration**.

3) Des engagements et des choix

L'expression d'une **volonté politique forte au plan local** est le préalable nécessaire à toute mise en place d'un tel dispositif.

Cette volonté politique se traduit tout d'abord par **des choix financiers** dont le poids résulte **des coûts de mise en oeuvre** d'un tel dispositif : les coûts, bien qu'imparfaitement connus à ce jour, **peuvent être évalués dans une fourchette comprise entre 3.000 et 5.000 francs** par élève et par an.

Toutefois, en fonction des caractéristiques locales, le **"surcoût marginal"** pour la commune **peut être fortement réduit** (comme c'est le cas à ÉPINAL).

Les choix d'organisations nécessaires au pilotage de ce dispositif sont de deux ordres :

Tout d'abord, par la mise en place d'une **mission très transversale dans et entre les services municipaux** susceptibles d'intervenir et, par la suite, d'effectuer les choix concernant **les modes de gestion** en particulier **pour les animations**.

Pour la mise en place d'une telle démarche, il convient d'adopter une méthodologie reposant sur des phases préalables **d'information et de consultation** en amont :

La négociation entre les acteurs éducatifs doit être permanente. Elle ne peut s'établir que sur la base **d'outils d'observation et d'évaluation**, qui constituent de véritables instruments de pilotage, et qui doivent être mis en place dès le démarrage des expérimentations.

(Suite page 5)

Les difficultés

Cette démarche se doit d'être innovante, pragmatique et consensuelle. La difficulté principale réside, bien entendu, dans le coût, mais il ne faut néanmoins pas sous-estimer la **difficulté de la recherche du consensus** avec les parents et les enseignants sur les fondements et les modalités de l'aménagement des rythmes.

Parmi les problèmes souvent soulignés se pose celui **de la responsabilité**, dans tous ses aspects, des différentes institutions et des différents acteurs éducatifs, intervenant à tous les moments de la journée, de la semaine et de l'année auprès de l'enfant.

La phase d'expérimentation repose sur la **mobilisation des financements exceptionnels**, tant au plan local que national.

Si les résultats, comme on peut le pressentir, s'avéraient être positifs, **la généralisation d'une telle démarche** nécessiterait de s'interroger sur les **moyens nécessaires** pour permettre aux **communes les plus pauvres** de notre territoire d'offrir à leurs enfants des outils éducatifs comparables à ceux des autres villes.

Cela implique, sans doute, **de s'interroger, dans le cadre des nouveaux rapports entre l'Etat et les collectivités locales** (à travers ses concours), et entre les collectivités locales (par les mécanismes de solidarité financière), **sur la répartition des ressources à travers une dotation globale pour l'action éducative.**

C'est également une façon de reconnaître qu'il peut exister, dans notre pays, **un espace local éducatif partenarial** porteur d'avenir et d'intégration sociale.

Expériences innovantes

La matinée du jeudi 28 mars a été consacrée à la présentation par nos collègues d'expériences et de réalisations menées dans leurs villes, à savoir :

- La charte locale de l'accompagnement scolaire à **RENNES**.
- La charte des A.T.S.E.M. à **ORLÉANS**.
- Le rendez-vous des écoles marseillaises à **MARSEILLE**.
- La mise en place du téléphone à carte dans les écoles à **DIJON**.
- La mise en place d'un observatoire quantitatif et qualitatif de l'Éducation ainsi que la procédure de suivi des conseils d'écoles à **MONTREUIL**.
- Le guide du représentant du Conseil Municipal dans les écoles et l'utilisation des activités physiques et sportives dans l'apprentissage de l'Anglais à **REIMS**.
- La mise en place et le fonctionnement d'un service d'inscriptions scolaires à **PERPIGNAN**.

Ce moment d'échanges a été vivement apprécié par les participants et pourra, sans doute, être développé à l'occasion de nos prochains congrès.

Nous tenons à remercier tous nos collègues pour leurs exposés et Karin OSWALD, journaliste à Radio MONTE CARLO, qui a animé ces présentations ainsi que le débat général de l'après-midi du 28 mars.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ANDEV

L'assemblée Générale de l'ANDEV s'est réunie à MARSEILLE le mercredi 27 mars 1996 à 17 h 30.

Elle a adopté le rapport moral et financier pour l'année 1995.

Elle a procédé au renouvellement de ses instances à savoir :

* Président :	Francis OUDOT	REIMS
1er Vice-Président :	Jean-Pierre GARCIA	MARSEILLE
2ème Vice-Président :	Jean-Michel GRENIER	DIJON
3ème Vice-Président :	Représentant de la Ville organisatrice du Congrès 1997	
Trésorière :	Geneviève SAUVE	LYON
Trésorier Adjoint :	Jean-Marc BURBAN	NANTES
Secrétaire :	Anne-Marie BARRIAC	VILLEURBANNE
Secrétaire Adjoint :	Jean-Pierre GUFFROY	LILLE
* <u>Membres du Bureau</u> :	Marie-Christine PORTET SALOMON	PERPIGNAN
	Jean-Michel FRICHETEAU	ORLÉANS
	Jean-Pierre BRAJON	SARTROUVILLE
	Alain BOCQUET	NANTERRE
* <u>Membres de la Commission Permanente</u> :	Nathalie DEGUEN	PARIS
	Stéphanie CHORDI	CERGY
	Philippe SEFERIAN	COLOMBES
	Daniel GROSSAIN	MONTREUIL-SOUS-BOIS
* Président d'Honneur :	Patrick MONTIER	RENNES

ADHÉSIONS 1996 :

Le montant de l'adhésion 1996 est fixé à 100 francs, payable par chèque bancaire à l'ordre de l'Association Nationale des Directeurs de l'Éducation, à adresser au siège social (cf. entête).

Votre adhésion ou votre renouvellement d'adhésion constitue un soutien moral et financier indispensable à notre association. Merci à ceux qui l'ont déjà fait. Nous incitons les collègues qui ne l'auraient pas encore fait à nous rejoindre et à nous soutenir par leur adhésion.

Colloque 1997 : Appel à candidatures

Le colloque 1996 est passé, vive le colloque 1997. Comme chaque année, nous lançons un appel aux Villes qui pourraient accueillir notre colloque au printemps 1997.

Le collègue, responsable de l'Éducation de la Ville organisatrice, accédera au poste de Vice-Président de l'association et conduira le comité d'organisation.

Pour tout renseignement, s'adresser à Francis OUDOT, Président (☎ 26.77.76.25) ou Jean-Pierre GARCIA, Vice-Président, organisateur du colloque 1996 (☎ 91.55.49.93).